CSP : PLEIN FEU SUR LA FORMATION DES CONSEILLERS PRUD'HOMMES !

Publié le 24/10/2022

Par Service juridique

Pour la première fois depuis près de 2 ans, le Conseil supérieur de la prud'homie devait se réunir en présentiel : mauvaise pioche ! Programmé pour le 18 octobre, il s'est trouvé exposé aux risques de perturbation dans les transports. C'est donc une nouvelle fois en visio qu'il s'est tenu afin de débattre pour l'essentiel de la question de la formation continue des conseillers prud'hommes. Et notamment, ironie de l'histoire, de la capacité pour les organismes formant les conseillers prud'hommes, de recourir au distanciel...

Compte-rendu des débats et des positions adoptées par la CFDT.

Nouvelle présidence. La séance s'est ouverte sur une présentation du nouveau président du Conseil supérieur de la prud'homie (CSP) -monsieur Pierre RAMAIN- et de la méthode de travail qu'il compte adopter durant sa mandature. Elle semble devoir s'articuler autour de deux points :

- **un fonctionnement rénové du CSP**, avec une place plus importante donnée à sa commission permanente ;

- une mission du CSP réorientée sur sa capacité à formuler « *des avis et des suggestions* » et à « *réaliser des études sur l'organisation et le fonctionnement des conseils de prud'hommes* » (1) et pas seulement sur la consultation, souvent en bout de course, sur les projets de loi et de règlement relatifs à la prud'homie(2).

La CFDT n'a pu qu'approuver une telle perspective.

POINT N° 1 - « CONSULTATION SUR LE PROJET D'ARRÊTÉ RELATIF AU CONTENU DU DOSSIER DE DEMANDE D'AGRÈMENT DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS ET DES ORGANISMES PRIVÉS À BUT NON LUCRATIF POUR ASSURER LA FORMATION CONTINUE DES CONSEILLERS PRUD'HOMMES ».

Pourquoi un tel projet de texte ? La direction générale du travail (ministère du Travail) nous a précisé que l'arrêté actuellement en vigueur avait été publié il y a plus de 40 ans et que ce texte méritait d'être sérieusement dépoussiéré. Ainsi nous a-t-elle présenté son projet d'arrêté comme susceptible de **simplifier la démarche de demande d'agrément** et de **mettre au goût du jour un certain nombre d'éléments** : programme des formations proposées, possibilité de recourir au distanciel et au numérique, articulation formation initiale(4) / formation continue.

- La CFDT a détaillé son positionnement article par article.

Sur l'article 1^{er}, le projet de texte précise ici que :

- de « **nouvelles données administratives** » seront désormais **requis**es telles que « *le nombre de formateurs* » et « *le bilan des formations menées dans le cadre de la dernière mandature* » ;
- les **outils numériques utilisés** et les « **modalités d'attestation de la présence des stagiaires dans le cadre des formations en distanciel** » devront être précisés au dossier.

Nous avons alors interpellé l'administration pour savoir si ces nouveautés textuelles devaient être vues comme **avalisant des pratiques ayant déjà cours** et en quoi ces informations nouvelles allaient **peser** sur la décision d'octroyer l'agrément.

Nous nous sommes par ailleurs **félicités** de la prise en compte des **évolutions inhérentes au numérique et au distanciel**, tout en précisant que nous y reviendrons sous forme de questions lorsque nous en serons à l'étude de l'article 6.

L'administration a pu nous préciser que dans l'instruction des demandes d'agrément, il n'y aurait pas de changement.

-Sur l'article 2, le projet de texte pose la question de **l'articulation formation initiale / formation continue** en précisant que le programme de la formation continue devra être déterminé « **en complément** » de celui de la formation initiale.

Nous nous sommes ici demandé si le terme de « *complément* » devrait être vu comme problématique. Nous avons finalement considéré que non, dans le sens où l'alinéa 2 de l'article 3 de ce même projet d'arrêté précise expressément que **la formation continue pourra porter sur des thèmes ayant eux-mêmes été abordés en formation initiale**. Ce qui nous conforte dans l'idée que la formation continue peut les reprendre à son compte afin de les aborder sous un autre angle.

Nous avons cependant fait part à l'administration d'un **point de vigilance**. Selon nous, les conseillers prud'hommes doivent pouvoir commencer à bénéficier de leur formation continue **avant** que la formation initiale ne leur soit effectivement dispensée[5]. Nous avons en conséquence demandé que **le caractère complémentaire de la formation continue par rapport à la formation initiale ne vienne en aucun cas remettre en cause ce principe**.

L'administration nous a sur ce point parfaitement rassurés : la capacité donnée aux organisations syndicales et professionnelles de commencer à former leurs conseillers prud'hommes dès la date de leur nomination est garantie par les textes réglementaires et il n'y a aucune intention gouvernementale de revenir là-dessus !

-Sur l'article 3 : le projet de texte précise que la formation des conseillers prud'hommes doit être **adaptée** « *en fonction des besoins, notamment au regard des évolutions juridiques et la nature des contentieux* ».

Nous avons approuvé cette disposition, car elle garantit des formations bien **en phase** avec les attentes des conseillers prud'hommes. Au vu de l'évolution rapide des règles et des contentieux, une telle souplesse doit être vue comme indispensable !

-Sur l'article 4 : en annexe, l'arrêté du 11 décembre 1981 fait figurer un **programme particulièrement détaillé** ; programme qui est partiellement devenu **obsolète**. Le projet d'arrêté bouscule cette logique, puisqu'il fait désormais figurer comme programme de la formation prud'homale un plan beaucoup plus ramassé et actualisé, reprenant peu ou prou la structure du Code du travail : **sources du droit du travail et procédure prud'homale, relations individuelles de travail, relations collectives de travail, durée du travail, rémunération, santé/sécurité au travail**.

Nous avons précisé qu'une telle limitation du programme de formation à de grandes catégories nous allait parfaitement bien, puisqu'étant de nature à nous donner davantage de **souplesse** et de **possibilités d'adaptation**. Toutefois, certains *items* comme « le droit à la négociation collective », ou bien encore « les institutions représentatives du personnel » ne nous paraissaient pas forcément très adaptés aux besoins des conseillers prud'hommes...

En réponse à nos observations, **l'administration a décidé de simplifier plus encore le plan de la formation, en s'en tenant aux seuls titres des parties du Code du travail :**

- relations individuelles de travail,
- relations collectives de travail,
- durée du travail et salaire,
- santé et sécurité au travail.

Ce qui nous convient parfaitement, car nous octroyant une plus grande liberté encore dans la définition de nos actions de formation.

Sur l'article 6, le projet de texte précise que « les stages de formation (...) peuvent être organisés selon les modalités de formation en présentiel ou à distance afin d'assurer la continuité de la formation des conseillers prud'hommes ».

Nous nous sommes ici inquiétés du fait que l'expression « formation à distance » soit ici suivie de la précision « afin d'assurer la continuité de la formation des conseillers prud'hommes », ce qui pouvait laisser entendre que les organismes ne pouvaient recourir à la « formation à distance » qu'en cas de circonstances particulières.

L'administration a entendu notre objection. Aussi, afin de lever toute ambiguïté et de mettre sur un pied d'égalité présentiel, distanciel et formation en hybride, elle a accepté de retirer le bout de phrase qui nous posait problème.

Au vu des évolutions de texte obtenues et des réponses qui ont pu nous être faites par l'administration, la CFDT a décidé de rendre un avis favorable sur le projet d'arrêté.

POINT N° 2 - « CONSULTATION SUR LE PROJET DE DÉCRET MODIFIANT L'ARTICLE D. 1442-1 DU CODE DU TRAVAIL RELATIF À L'ORGANISATION DE LA FORMATION DE LA FORMATION CONTINUE DES CONSEILLERS PRUD'HOMMES »

L'article D.1442-1 3° du Code du travail précise que la formation continue des conseillers prud'hommes peut notamment être assurée « par des organismes privés à but non lucratif qui sont rattachés aux organisations professionnelles et syndicales ayant obtenu, au niveau national, cent cinquante sièges à la dernière désignation prud'homale répartis dans au moins cinquante départements (...) ».

Le projet de décret prévoit de ramener à « quarante départements » le nombre *minimum* de départements dans lesquels les organisations professionnelles et syndicales doivent avoir des sièges. Afin de permettre à une organisation syndicale - l'Unsa pour ne pas la citer - de rentrer dans les clous et de pouvoir effectivement former ses conseillers prud'hommes.

Cette évolution n'impacte pas la CFDT, puisque **nous avons des sièges dans l'ensemble des départements**. Elle ne nous pose cependant **aucun problème**, puisqu'elle est de nature à **permettre à une organisation syndicale de pouvoir former ses conseillers prud'hommes**.

Forte de constat, la CFDT a décidé de rendre un avis favorable sur ce projet de décret.

POINT N° 3 - LE BILAN DE LA FORMATION CONTINUE DES CONSEILLERS PRUD'HOMMES SUR LA MANDATURE 2018-2022

S'agissant du bilan de la mandature finissante, l'administration nous a précisé que la consommation des jours prévus dans les conventions était assez moyenne et que nous ne disposons pas du nombre total de conseillers prud'hommes effectivement formés.

Sur ces questions-là, nous disposons donc de marges de progression assez significatives.

Pour la mandature à venir, bien qu'étant exceptionnellement réduite à 3 ans, il nous a été confirmé que le nombre de jours de formation continue bénéficiant aux conseillers prud'hommes serait bel et bien maintenu à 36 jours.

La CFDT est intervenue afin d'émettre une revendication et de poser une question.

- Notre revendication : au vu de l'augmentation des prix, nous avons demandé à ce que le forfait journalier soit revalorisé.

- Notre question : nous avons rappelé que les « propositions paritaires pour une justice prud'homale renforcée » signées par l'ensemble des partenaires sociaux représentatifs au niveau national interprofessionnel^[6] précisent au point 1.2 que les formations continues doivent être rendues obligatoires, à hauteur de 3 sessions par an. Avant de demander en quoi nous pourrions travailler cette piste...

POINT N° 4 - L'ÉTAT D'AVANCEMENT DES DÉSIGNATIONS PRUD'HOMALES EN COURS

La CFDT est intervenue afin d'abord de **remercier** les services compétents du ministère de la Justice pour l'assistance et pour l'accompagnement dont les mandataires de liste et le représentant national CFDT ont pu bénéficier en juillet dernier, lors la dernière ligne droite du dépôt des listes de candidats et des dossiers de candidature des conseillers prud'hommes.

Nous avons ensuite fait part de notre **inquiétude** s'agissant de la phase d'instruction qui doit normalement prendre fin le 31 octobre prochain. Inquiétude générée par les **difficultés majeures** que rencontrent nos mandataires de listes, qui se trouvent énormément sollicités pour la production de documents, parfois en doublon, parfois inutiles et/ou pour la modification souvent tatillonne des données d'état civil des candidats...

Une fois ces constats remontés, nous avons posé deux questions à notre sens fondamentales.

-1^{re} question : jusqu'à quelle date nos mandataires de liste pourront être sollicités par l'administration pour la production d'information et/ou de pièce(s) complémentaire(s) et de combien de temps disposeront-ils pour y répondre ?

Réponse : il pourra y avoir des sollicitations de l'administration **jusqu'au 31 octobre**. Et que dans tous les cas, les mandataires de liste disposeront d'un délai de **15 jours** pour donner suite.

-2^e question : à quelle date l'arrêté de nomination pourra être publié au *Journal officiel* ? Etant entendu que pour permettre à nos unions régionales d'assurer une formation des nouveaux conseillers dès le mois de décembre, l'option d'une publication **dès les premiers jours de décembre** serait à privilégier.

Réponse : compte-tenu des difficultés inhérentes à la phase d'instruction, seul un engagement pour une **publication première quinzaine de décembre** peut être pris.

Par-delà ces réponses, le ministère de la Justice a précisé que les demandes d'ajustement ressenties comme tatillonnes s'expliquent par l'obligation faite au ministère de demander la production des bulletins n° 2 du casier judiciaire.

Pour que ces demandes ne soient pas rejetées, l'état civil (nom de famille, prénom(s), prénom(s) composés) doit être parfaitement orthographié.

POINT N° 5 - QUESTIONS DIVERSES

-Question n° 1 - Le renouvellement de début 2023 risque fort d'être un gros renouvellement. Début janvier, dans nombre de sections de conseil de prud'hommes, ne siégeront que des nouveaux conseillers. Ce qui pourrait ici ou là poser des problèmes de fonctionnement. Aussi, serait-il possible :

1/ d'assouplir les règles de déplacement d'un conseiller prud'homme d'une section à une autre afin qu'un conseiller expérimenté d'une autre section puisse facilement venir présider leurs premières audiences de 2023 ;

2/ de permettre aux nouveaux conseillers prud'hommes ayant prêté serment d'assister à des audiences et à des délibérés avant d'effectivement siéger.

Pour ce faire, ne conviendrait-il pas que l'article R. 1423-55 du Code du travail soit modifié afin qu'assister à des audiences soit **expressément reconnu comme une activité prud'homale existante ?**

Notons ici qu'une telle évolution est souhaitée par l'ensemble des organisations syndicales et professionnelles ayant signé l'année dernière les « *propositions paritaires pour une justice prud'homale renforcée* ». En son article 1.3, ce texte paritaire appelle en effet à « **généraliser la pratique consistant à permettre aux nouveaux conseillers prud'hommes venant de prêter serment d'assister en observateur aux audiences et délibérés de conseils de prud'hommes** ».

Réponse de l'administration à la question n° 1 : ces idées sont bonnes, mais leur déclinaison pratique semble compliquée...

S'agissant du déplacement d'un conseiller d'une section à une autre : il n'est envisageable que « *lorsque le président du conseil de prud'hommes* » constate « *une difficulté provisoire de fonctionnement d'une section* ».

Or, pour l'administration, le fait qu'une section soit seulement composée de nouveaux conseillers prud'hommes ne peut en soi être considéré comme la soumettant à « *une difficulté provisoire de fonctionnement* ». Pour qu'un tel déplacement soit envisageable, il faudrait donc qu'une difficulté provisoire de fonctionnement survienne...

S'agissant de la capacité donnée aux nouveaux conseillers d'assister aux délibérés, une réserve attenante au secret du délibéré nous a été opposée. Selon le ministère de la Justice, des débriefings de délibéré pourraient en revanche être proposés aux nouveaux conseillers prud'hommes.

Cette réponse ne nous satisfaisant pas pleinement, nous nous proposons de revenir sur le sujet lors de la prochaine séance du CSP...

-Question n° 2 - Les conseillers prud'hommes mahorais réalisent actuellement leur stage au sein de juridictions prud'homales métropolitaines. Quelques difficultés logistiques sont apparues du côté du SAR de La Réunion. Par ailleurs, nous nous demandons si tous les conseillers mahorais ont effectivement pu bénéficier d'un tel stage.

Afin que nous puissions posément traiter cette question, serait-il possible qu'un petit bilan soit dressé en CSP au cours du premier semestre 2023 ?

Réponse de l'administration à la question n° 2 : dresser un bilan de l'opération serait en effet nécessaire. Un accord de principe nous a donc été donné à ce sujet.

Nous veillerons à ce qu'un tel bilan soit établi d'ici la fin du premier semestre 2023.

-Question n° 3 - Lors du dernier CSP (18 février 2022), la CFDT a posé une question relative aux demandes de suspension d'exécution provisoire, à la compétence du Premier président de cour d'appel en la matière et à la compétence du défenseur syndical à intervenir dans ce type de procédure. La DACS devait être interrogée à ce propos et une réponse devait nous être adressée. Or à ce jour, nous n'avons toujours rien reçu...

Réponse de l'administration à la question n° 3 - le ministère de la Justice n'a pas encore de réponse à nous donner. Engagement a été prise de relancer la DACS et de nous livrer une réponse dès que possible.

-Question n° 4 – Selon la DGT, les membres suppléants du CSP peuvent assister aux séances mais leurs frais de transport ne peuvent être pris en charge par l'administration. De ce fait, nombre de nos suppléants ne peuvent assister en présentiel aux séances du CSP...

Aussi, et afin que ces derniers soient parfaitement informés de ce qui se passe en CSP - et en capacité de prendre le relais en cas d'absence d'un titulaire -, serait-il possible qu'ils assistent à nos débats en visio ? Une réponse positive participerait incontestablement d'un meilleur fonctionnement de notre Conseil...

Réponse de l'administration à la question n° 4 - la DGT a accepté notre proposition. Dès le prochain CSP, les suppléants CFDT ne pouvant se déplacer pour assister à la plénière devraient pouvoir la suivre en visio.

IMPORTANT ! Alors que le sujet n'était pas inscrit à l'ordre du jour, le président du CSP nous a annoncé une réforme à venir de la prud'homie en lien avec les conclusions des Etats généraux de la justice qui se sont tenus en 2021 et 2022. Pour l'heure, nous n'avons pas d'information précise sur son contenu, sinon le recrutement à venir de 1 500 greffiers, pas nécessairement fléchés vers les conseils de prud'hommes. Nous devrions être associés à l'élaboration des textes par le biais d'une participation à des groupes de travail.

Nous attendons désormais de connaître les intentions du Gouvernement et d'avoir un calendrier de travail. Dès que nous en saurons plus, nous veillerons à vous en informer et à associer nos unions régionales de l'élaboration de nos positions !

A suivre donc...

[1] Art. R.1431-1 C. trav.

[2] Art. R.1431-3 C. trav.

[3] Arrêté du 11.12.81 relatif au contenu du dossier de demande d'agrément des stages de formation des conseillers prud'hommes prévus aux articles D. 512-2 et D. 514-3 du Code du travail.

[4] Mise en place en 2016.

[5] Art. D.1442-7 al. 2 C. trav. : « *Les autorisations d'absence mentionnées au 2° de l'article L. 1442-2 sont accordées aux salariés à leur demande dès leur nomination* ».

[6] Hormis la CGT, qui n'avait pas souhaité participer aux négociations.